



Programme et ressources pour les délégations

1. Introduction

2. Programme de la 2ème Assemblée des assemblées

3. Système de vote et mandat

4. « Nos chantiers », les 6 axes de questionnements

5. Propositions et appels de groupes de Gilets Jaunes

> Gilets Jaunes de Commercy (Meuse, 55) : « Tout en poursuivant les actions nationales, enracinons le rapport de force au niveau local, créons des assemblées municipales, prenons les communes ! »

> Assemblée Citoyenne du Bassin Minier de Doyet (Allier, 03) : « Donnons-nous nous-mêmes les outils pour faire aboutir nos revendications sociales, environnementales et démocratiques » : Convoquons des États Généraux et organisons-les nous-mêmes !

> Proposition d'une trentaine de GJ de Loches (Indre-et-Loire, 37) : « Pour un 1er mai de convergence des luttes ! »

> Proposition des Gilets Jaunes d'Ancenis et ses Alentours (Loire-Atlantique, 44) de créer un Comité d'Initiative Citoyenne et Démocratique (C.I.C.D).

> Proposition des Gilets Jaunes de Montpellier (Hérault, 34) d'un projet de Charte commune.

> Maison du Peuple de Saint-Nazaire et alentours (Loire-Atlantique, 44) : Appel à l'action pour les élections européennes dans toute l'Europe.

> Présentation du collectif Carcassonne en colère (Aude, 11) de leur initiative d'enquête citoyenne

> Présentation par les Gilets Jaunes secteur d'Erstein & environs (Bas-Rhin, 67) de leur « Consultation citoyenne Macron ».

6. Appel de la 1ère Assemblée des assemblées à Commercy

Rappel : si vous et votre groupe de Gilets Jaunes n'ont pas rempli le formulaire d'inscription, celle-ci n'a pas été validée. Faute de places disponibles sur le lieu où se tiendra l'Assemblée des assemblées, vous ne pourrez donc pas entrer.

INTRODUCTION

Vous trouverez dans ce document plus de précisions sur l'organisation et le programme de la 2e Assemblée des assemblées qui se tiendra les 5, 6 et 7 avril 2019 à Saint-Nazaire. Environ 250 groupes, ronds-points et assemblées de Gilets Jaunes de toute la France nous rejoindront, soit environ 700 personnes, sans compter tous les bénévoles mobilisés.

> Cette 2e Assemblée des assemblées se tiendra à la Maison du Peuple, dans laquelle s'organisent et vivent des Gilets Jaunes de Saint-Nazaire et alentours depuis le 24 novembre. Elle se situe au **113 boulevard Pierre de Maupertuis – 44600 Saint-Nazaire**

> Si vous avez rempli le **formulaire d'inscription**, vous avez dû recevoir un mail de confirmation. En cas de problème, écrire à : inscriptionassemblee@riseup.net

> Si vous avez sollicité un **hébergement** via le formulaire, vous devez d'ores et déjà être en relation avec le groupe mobilisé à ce sujet. Nous vous rappelons qu'il faut impérativement amener avec vous un sac de couchage ou duvet, et si possible un matelas gonflable. Au cas où : hebergementassemblee@riseup.net

> Plusieurs **cantines** seront présentes sur place et proposeront des repas à prix libre. Les repas du vendredi soir, samedi midi et soir, dimanche midi seront assurés. Des petits-déjeuners seront assurés les samedi et dimanche matins.

> Des **journalistes** seront présents sur place. Un système de roulement a été prévu pour éviter qu'un trop grand nombre perturbe les échanges. Les moments qui pourront être filmés seront limités et des espaces seront prévus pour les personnes qui ne souhaitent pas l'être. Pour toutes les demandes des médias et documentaristes, merci d'écrire à : presseassemblee@riseup.net

> Afin de financer ces trois jours, une **cagnotte** en ligne a été ouverte : <https://paypal.me/pools/c/8crrXO5A1N>

Plus d'informations :

<https://saint-nazaire.assembleesdesgiletsjaunes.fr/>

Inscrivez-vous aux pages Facebook de l'Assemblée des assemblées et la Maison du Peuple de Saint-Nazaire et alentours : <https://www.facebook.com/assembleedesassemblees/>
<https://www.facebook.com/pages/category/Band/Maison-du-Peuple-de-Saint-Nazaire-et-alentours-272152786819209/>

Compte Twitter & Chaine Youtube de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire et alentours : <https://twitter.com/MDPSaintNazaire>

<https://www.youtube.com/channel/UC8NBUFV6x2TArHpnVdsALvQ>

PROGRAMME DE LA 2ÈME ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

Le programme présenté sur la page suivante est une base que nous vous proposons. Nous avons bien conscience qu'il est susceptible d'évoluer.

Ces trois jours seront organisés en alternance entre des temps en assemblée plénière et des groupes de travail.

L'assemblée plénière aura lieu au sein de la Maison du Peuple et seul.e.s les délégué.e.s mandaté.e.s par leur groupe pourront y participer et y prendre la parole. Les observateurs et observatrices pourront la suivre via une retransmission en direct sous un chapiteau à l'extérieur de la Maison du Peuple.

Les groupes de travail seront mis en place à l'intérieur et à l'extérieur de la Maison du Peuple. Les délégué.e.s, observateurs et observatrices pourront y participer et s'y exprimer.

Les débats et réflexions qui nous occuperont pendant ces trois jours seront axés autour des six axes de travail (*voir 4.*) envoyés aux groupes inscrits, ainsi que certaines des propositions envoyées par des groupes (*voir 5.*). [Vous pouvez encore nous envoyer les remontées des six axes de travail sur inscriptionassemblee@riseup.net](mailto:inscriptionassemblee@riseup.net)

Nous vous encourageons vivement à vous saisir des propositions des autres groupes disponibles ici : <https://saint-nazaire.assembleesdesgiletsjaunes.fr/propositions/>

Les temps en assemblée plénière seront retransmis en direct sur internet et nous tâchons d'organiser un espace dans le centre-ville de Saint-Nazaire pour que les personnes non inscrites puissent suivre les échanges et se rencontrer. Plus d'informations à ce sujet sur notre page Facebook et sur notre site internet.

Nous souhaitons également ouvrir le plus largement possible les travaux de l'Assemblée, en particulier pour les membres des groupes inscrits qui sont restés « à la maison ». Vous pourrez réagir, ajouter des contenus et voter sur la plate-forme *Loomio*, accessible grâce à ce lien : <http://saint-nazaire.assembleesdesgiletsjaunes.org>

Nous finalisons sa mise en place afin que tout soit prêt pour vendredi ! Nous encourageons un maximum de groupes à se réunir ce week-end sur leurs ronds-points ou dans leurs lieux de réunion pour discuter et voter grâce à cette plate-forme. Nous précisons que ce vote sera consultatif.

Nous comptons sur votre participation pour élargir le plus possible les réflexions de cette 2e Assemblée des Assemblées !

	VENDREDI 5 AVRIL	SAMEDI 6 AVRIL	DIMANCHE 7 AVRIL
8h00		CAFÉ / ACCUEIL	CAFÉ / ACCUEIL
8h30			
9h00		ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE	ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
9h30		> Discours d'ouverture et présentation du programme du week-end. > Restitution des groupes de présentation de la veille autour des axes « Notre commun et nos originalités ».	> Présentation de la journée. > Discussion autour de l'axe 5 (Quelles suites pour le mouvement?).
10h00			> Discussion et vote du prochain groupe qui accueillera la 3e Assemblée des assemblées.
10h30		GROUPES DE TRAVAIL	> Présentation des synthèses retravaillées le samedi en fin de journée des axes 2, 3, 4 et 6, et du document de l'axe 1.
11h00		> Séparation en groupes de travail pour creuser les axes : 2 (Communication interne & externe) ; 3 (Actions) ; 4 (Face à la répression) ; 6 (Revendications).	> Présentations éventuelles d'autres documents liés aux propositions présentées sur le créneau « Discussion libre » du vendredi.
11h30		Si des groupes souhaitent travailler des propositions présentées le vendredi sur le créneau « Discussion libre », ils pourront le faire à ce moment-là.	> Votes consultatifs de l'Assemblée.
12h00			
12h30	PAUSE DÉJEUNER	PAUSE DÉJEUNER	PAUSE DÉJEUNER
13h00			
13h30			
14h00	ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE > Accueil et présentation de la journée	ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE	ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE / GROUPES DE TRAVAIL
14h30	GROUPES DE PRÉSENTATION	> Présentation des synthèses des groupes de travail 2, 3, 4 et 6. > Vote consultatif de l'Assemblée.	> Allers-retours entre la plénière et des groupes de travail pour finaliser la rédaction d'un ou plusieurs appels : une déclaration constitutive de la 2e Assemblée des assemblées reprenant les principes du document de synthèse de l'axe 1 ; un appel lié aux autres axes ; des appels liés aux propositions des autres groupes...
15h00	> Séparation en groupes de 50 personnes env pour se présenter. Chaque délégué.e aura quelques minutes pour raconter l'histoire de son groupe, rond-point ou assemblée. Une personne par groupe prendra des notes dans l'optique d'une restitution le lendemain, autour de deux axes « Notre commun et nos originalités ».		
15h30			
16h00		PAUSE	
16h30	PAUSE		
17h00	DISCUSSION LIBRE	GROUPES DE TRAVAIL	TOURNAGE(S)
17h30	> Tous les groupes qui ont envoyé leurs propositions/appels en amont pourront les présenter dans un espace dédié. D'autres thématiques seront mises au débat : Comment construire une Maison du Peuple ? Quelles alliances pour le mouvement (collectifs, assos, syndicats...) ? Le risque de "burn-out" chez les Gilets Jaunes ?	> La majorité des personnes se séparent en groupes de travail pour creuser l'axe 1 (Définition et fonctionnement de l'Assemblée des assemblées). > En fonction du vote consultatif de l'Assemblée, approfondissement/modification des synthèses des axes 2, 3, 4 et 6. Si des groupes souhaitent travailler des propositions présentées le vendredi sur le créneau « Discussion libre », ils pourront le faire à ce moment-là.	> Appel de la 2e Assemblée des assemblées > Autres appels...
18h00			
18h30	Toutes les propositions ici : https://saint-nazaire.assembleesdesgiletsjaunes.fr/		
19h00		FIN DE JOURNÉE / REPAS	RANGEMENT / REPAS
19h30		> En parallèle, quelques volontaires rassemblent les synthèses de l'axe 1 afin d'afficher une « synthèse des synthèses » sur laquelle les délégué.e.s seront invitées à voter, en fonction des positions de leur groupe local.	+ DISCUSSION BONUS POUR LES GROUPES QUI RESTENT LE LUNDI !
20h00	FIN DE JOURNÉE / REPAS	> Une fois le vote terminé, quelques volontaires rédige un premier document relatif à l'axe 1 (Définition et fonctionnement de l'Assemblée des assemblées).	
20h30			
21h00			

SYSTÈME DE VOTE ET MANDAT

Les six axes de travail (*voir 4.*) envoyés ces dernières semaines ont permis aux groupes inscrits de s'en saisir localement afin que les délégué.e.s puissent porter la voix de leur groupe le mieux possible.

Comme présenté dans le tableau du programme, nous vous proposons de mettre en place plusieurs votes consultatifs lors des assemblées plénières, non pas pour trancher sur telle ou telle proposition mais plutôt pour « prendre la température » des délégué.e.s.

Lorsqu'une synthèse sur un des axes de travail sera présentée, le vote consultatif permettra de voir si cette synthèse reçoit ou non un fort assentiment des délégué.e.s, qui se positionneront en fonction des travaux effectués dans leurs groupes locaux. Cela permettra de savoir si une synthèse doit être retravaillée ou non.

Un ou plusieurs textes/appels pourront être produits à l'issue des trois jours. Dans ce cas, l'assemblée des délégué.e.s sera amenée à se positionner dessus. Dans un souci de légitimité des mandats des délégué.e.s, nous proposons que ces appels s'inspirent le plus possible des travaux effectués sur les six axes, qui auront été travaillés en amont par les groupes et assemblées locales.

En fonction de la volonté des groupes présents, un ou plusieurs appels pourront être réalisés à partir des propositions envoyées par les groupes (*voir 5.*). C'est pour cela que nous insistons pour que vos groupes s'en saisissent, malgré le peu de jours restant. Elles sont disponibles ici : <https://saint-nazaire.assembleesdesgiletsjaunes.fr/propositions/>

Les observateurs et observatrices ne voteront pas.

**PROPOSITION DES GILETS JAUNES DE COMMERCY : ENRACINONS LE
MOUVEMENT ! CONSTRUISONS DES CONTRE-POUVOIR POPULAIRES
LOCAUX ! PLACE AUX ASSEMBLÉES MUNICIPALES !**

À l'attention de tous les groupes, assemblées et gilets jaunes qui s'y reconnaîtrons, partout en France et dans le monde. Retrouvons-nous lors de la deuxième Assemblée des assemblées à Saint-Nazaire le 5, 6 et 7 avril pour avancer avec ceux qui le souhaitent sur cette proposition que nous adressons au mouvement ! Aux délégations qui se rendent à Saint-Nazaire, nous vous proposons de vous prononcer (amender, enrichir, valider ou refuser, etc.) sur cette proposition pour que les mandats soient clairs lors de Saint-Nazaire ! Contactez nous à l'adresse giletsjaunescommercy@gmail.com !

Depuis plusieurs mois, les gilets jaunes ont prouvé que le peuple était tout à fait capable de reprendre ses affaires en main. Tout le monde pensait que le mouvement ne passerait pas l'hiver mais nous sentons déjà les douceurs du printemps qui arrive ! Nous sommes toujours là ! Notre souffrance, notre révolte, notre ras le bol, sont toujours là ! Notre détermination aussi !

Et nous réclamons toujours les 3 mêmes choses :

- davantage de moyens pour vivre,
- davantage de justice et d'égalité,
- une vraie démocratie : le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Face aux dirigeants politiques et aux puissances de l'argent, nous devons tenir et ne rien lâcher sur ces aspirations légitimes ! C'est bien pour ça que la coordination mise en place par l'Assemblée des assemblées doit devenir un outil pour amplifier la lutte au niveau national et nous renforcer ! Et nous y parviendrons.

Mais au delà de cette coordination et après 4 mois de lutte, il est devenu nécessaire de trouver des moyens d'enraciner notre mouvement. Car c'est certain : nous ne voulons plus nous quitter et souhaitons continuer ensemble. Mais comment ? Et pour aller où ?

Bien entendu, il nous faut absolument poursuivre les actions nationales, les blocages et les grèves. Mais nous pensons que pour durer nous devons AUSSI agir au niveau local ! C'est partout où l'on vit, dans nos villes, villages, quartiers et municipalités que nous devons construire le rapport de force et trouver un second souffle.

Nous ne devons plus seulement attendre que ceux qui nous gouvernent cèdent et acceptent de changer le système au niveau national. Commençons dès maintenant au niveau local à bâtir nous mêmes ce système plus juste !

Nous ne voulons plus laisser des élus, nationaux ou locaux, de n'importe quel parti, parler et décider à notre place, et faire leurs petites combines. On a bien vu avec le grand débat comment Macron a utilisé les élus locaux pour retrouver de l'air et calmer le jeu !

Voici nos propositions pour nous enraciner et faire durer le mouvement :

Premièrement : Ouvrons de nouvelles Maisons du peuple partout où les cabanes et les QG ont été expulsés ou trouvons d'autres locaux !

Deuxièmement : Allons soutenir les luttes contre la fermeture des écoles, des services publics, des usines, la destruction de nos territoires !

Troisièmement : Organisons par nous-mêmes des mini-RIC locaux plutôt que d'attendre que les puissants le mettent en place !

Et quatrièmement, allons plus loin : prenons les communes !

Dans les derniers mois nous avons créé des dizaines, des centaines d'assemblées de lutte dans tout le pays : dans les mois à venir faisons fleurir des assemblées municipales populaires partout pour gérer nos villes et nos villages !

Mais pas question de nous présenter aux élections municipales « par le haut » comme un parti classique voulant le pouvoir ! Nous proposons au contraire d'ancrer le pouvoir local dans des assemblées municipales où le peuple décide et les élus obéissent. Ce serait un moyen de poursuivre la lutte en partant de la base, des groupes locaux ! Ces assemblées municipales prendraient les décisions sur tous les sujets qui les concernent, et les élus municipaux devraient en exécuter les décisions.

Malgré la force de notre mouvement, nous voyons bien que c'est difficile de faire plier les puissances dirigeantes et changer la donne dans tout le pays d'un seul coup. Mais tout en poursuivant nos actions pour les faire céder, nous pouvons commencer par nos villages, nos quartiers, nos villes. Nous pouvons instaurer partout où nous sommes des contre-pouvoir locaux et grignoter, par le bas, le pouvoir des puissants d'en haut !

Nous proposons donc, partout où cela est possible, de former des assemblées municipales puis des listes de candidats, en vue des élections, qui s'engageront à appliquer la volonté de l'assemblée pour toutes les grandes décisions locales. Nous avons tout à gagner en faisant ce pari :

- si ces listes ne l'emportent pas, l'assemblée municipale pourrait tout de même peser sur les décisions locales et nous continuerons de renforcer notre ancrage local
- si ces listes l'emportent, le conseil municipal aurait obligation d'entériner les décisions de l'assemblée municipale

Si cette proposition marche, nous pourrions ensuite nous coordonner entre assemblées municipales pour former un réseau de communes libres où le peuple décide ! Nous enracinerons au niveau local un contre pouvoir national pour continuer à s'opposer à ceux qui ruinent nos vies et nous écrasent.

Sans abandonner la lutte contre le gouvernement et contre les puissants, contre les taxes qui nous écrasent et les salaires de misère, nous pouvons d'ores déjà commencer par reprendre nos vies en main et changer les choses localement !

Cela peut paraître encore lointain. Mais jamais nous n'aurions imaginé en être où nous en sommes aujourd'hui : nous pouvons être acteurs de l'Histoire et écrire le futur que nous souhaitons !

**ENRACINONS LE RAPPORT DE FORCE ! TOUT LE POUVOIR AUX
ASSEMBLÉES ! VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE
PEUPLE !**

Si votre groupe/AG de Gilets Jaunes se reconnaît dans cette proposition, contactez-nous à l'adresse giletsjaunescommercy@gmail.com et retrouvons-nous à la deuxième Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire le 5, 6 et 7 avril pour avancer ensemble sur le sujet et se coordonner !

Donnons-nous nous-mêmes les outils pour faire aboutir nos revendications sociales, environnementales et démocratiques

Au printemps 1789 le peuple français a rédigé des « cahiers de doléances » obligeant ensuite le Roi Louis XVI à convoquer les Etats Généraux.

Or en 2019 le monarque présidentiel ne convoquera jamais ces Etats Généraux du XXI^e siècle, s'accrochant comme une bernique à son rocher Élyséen au service des Ultrariches qui n'entendent pas céder un pouce de leur pouvoir.

Il est illusoire de penser que sa Bonne Grâce nous accordera, autre chose que des miettes. Nous n'avons rien à négocier avec lui et son monde.

il faut donc que nous nous en occupions nous-mêmes et convoquions ces ETATS GÉNÉRAUX

Comment ?

En 1793 une constitution, jamais appliquée, prévoyait que chaque 1^{er} mai se réunissent dans chaque canton des **ASSEMBLÉES PRIMAIRES** qui envoyaient, après délibération, des représentants à l'assemblée nationale (corps législatif), qui se réunissait pour un an le 1^{er} juillet.

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793>

Nous proposons que nous nous emparions de ce modèle, pour se donner comme objectif, en en créant les conditions, de réunir dans toutes les communes de France des **assemblées primaires**.

Qu'un délégué et une déléguée soient désignés à une assemblée départementale en étant porteurs des revendications des cahiers communaux.

Cette assemblée départementale désigne à son tour deux délégués (un homme, une femme) à des **Etats Généraux** nationaux.

Et ces Etats Généraux se transforment d'eux-mêmes (*nous sommes ici par la volonté du Peuple et nous n'en sortirons que par la force des ... LBD*) en **Assemblée Constituante** qui rédige une nouvelle Constitution de la République enfin démocratique, sociale et universelle, avec des droits nouveaux : notamment le droit de disposer de son corps : donner la vie ou éteindre la lumière, « le droit du producteur » et la « propriété d'usage » ou les droits du vivant ou même les droits de la « Terre Mère ».

Bien sûr il faut creuser, mieux élaborer les conditions de « faisabilité » mais cette idée a l'avantage de préparer l'avenir et le monde qui vient, en parallèle s'il le faut à la vie actuelle de la Ve République que Macron démissionne ou non, que l'assemblée nationale soit dissoute ou non ... Et contrairement au club d'experts qui a rédigé pendant l'été 1958 la constitution de la Ve République, là c'est le peuple lui-même qui rédige ses propres règles de vie en commun.

Tout cela peut sembler utopique ou idéologique mais comme disait Victor Hugo

« Il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue. »

Et les peuples du monde observent le peuple français comme en 1789. Ne passons pas à côté de notre tâche historique. Il y va de l'existence même de l'espèce humaine sur cette Terre.



Lancer une
pétition



Lancer un
sondage

ACCUEIL

PÉTITIONS

SONDAGES

VICTOIRES

Rechercher des pétitions



Accueil » Pétitions » Social » POUR UN PREMIER MAI DE CONVERGENCES ET DE LUTTES (Gilets-Jaunes du Lochois/Sud Touraine)

POUR UN PREMIER MAI DE CONVERGENCES ET DE LUTTES (Gilets-Jaunes du Lochois/Sud Touraine)



Par **Patrick Seignon Gilets-Jaunes du Lochois/Sud Touraine**
Pétition adressée à **A tous les Gilets-Jaunes de France et de Navarre, Aux organisations syndicales de salariés et professionnelles, aux partis politiques d'oppositions, aux organisations de défenses des droits de l'homme et des libertés publiques, aux organisations de lutte contre la pauvreté.**

Mise à jour

« Nous appelons à signer et faire signer massivement cet appel afin de créer le climat et les conditions favorables à la réalisation d'un premier Mai 2019 exceptionnel, de convergences et de luttes, raviver la flamme du mouvement « Gilets-Jaunes », appeler le peuple tout entier à rejoindre le combat de tous pour tous.

Votre signature est un appel que vous joignez à des milliers d'autres. Ce n'est nullement un engagement à venir vous-même à Paris le 1er mai 2019.

Parmi les signataires de l'Appel, beaucoup feront le voyage, nous l'espérons, c'est le but, mais bien entendu pas tous. Pour parler de ça et l'organiser nous avons encore un peu de temps devant nous. Ce n'est qu'alors que ceux qui le peuvent s'engageront à venir.

APPEL : TOUS A PARIS EN CE 1er MAI 2019.

Macron tient bon ? Pire même, il snobe la colère populaire et la provoque. Tout continue d'augmenter et la condition des plus faibles de se dégrader, il s'attaque sans vergogne aux libertés publiques (liberté d'expression, droit de manifester) et même à la liberté de penser et de conscience, (criminalisation de l'antisionisme »). Il compte avec la proximité des élections Européennes pour brouiller les cartes et démembrer définitivement le mouvement des Gilets-Jaunes sous la pression électorale des partis, le tirant « à hue et à dia ».

Baisse drastique de la TIPP, véritable augmentation substantielle du SMIC payée par les employeurs et non par nos impôts, revalorisation des salaires pensions et minimas sociaux, suppression de la CSG, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, augmentation de la TVA sur les produits de luxe, rétablissement de l'ISF, justice fiscale, renationalisation des services publics, une véritable politique de défense de la ruralité, restauration de la souveraineté du peuple, contrôle par le peuple des politiques publiques et des élus, instauration du Référendum d'initiative citoyenne (RIC), etc. **Les revendications des « Gilets-Jaunes ne sont pas satisfaites.**

L'heure n'est donc pas à la démobilité ni à l'abandon du combat. Il faut au contraire se mobiliser plus et plus fort afin de faire rompre ce pouvoir s'il ne veut pas plier.

280 signatures

Saisissez votre email

Pourquoi signez-vous ? (facultatif)

☐ Partager avec vos amis Facebook

Je signe

Partagez la pétition avec vos amis :

280 signatures

Saisissez votre email

Pourquoi signez-vous ? (facultatif)

☐ Partager avec vos amis Facebook

Je signe

Partagez la pétition avec vos amis :

Partager

Tweeter

Partager

280 signatures

Saisissez votre email

En surgissant sur les ronds-points le 17 novembre 2018, les Gilets-Jaunes ont en quelque sorte lancé un cri de souffrance et d'alarme, un appel à la lutte et au rassemblement, non seulement des plus faibles, (SDF, RMistes, travailleurs privés d'emplois, salariés précarisés et à temps partiels) ,mais de tout le peuple d'en bas, de tout le peuple laborieux (ouvriers, paysans, artisans, commerçants, professions libérales, travailleurs indépendants, petits et moyens entrepreneurs, retraités modestes), qui contribuent chacun selon son métier à produire la richesse de la nation. Les plus faibles mais aussi ceux qu'ils appellent « les classes moyennes » que la politique ultra libérale d'un macron paupérise chaque jour d'avantage. C'était en quelque sorte un appel au rassemblement de tout le peuple.

Plus que jamais, à l'heure, où certains vont redoubler d'efforts pour égarer le mouvement des « Gilets-Jaunes » dans le maquis des manipulations électoralistes politiciennes, il faut poursuivre et amplifier la lutte, lui donner une nouvelle grande impulsion pour l'engager sur le chemin de la victoire.

Nous devons frapper un grand coup Historique. Macron poursuit ses réformes calamiteuses. Bientôt celle des retraites. On peut le battre maintenant. Le moment est opportun Si on le laisse passer, on aura moins de chance après de pouvoir lui barrer la route.

Le 1er Mai, traditionnellement dédié aux luttes sociales, aux grèves, et aux manifestations, date symbolique des plus grandes luttes populaires de l'Histoire sociale, a vocation à être un moment fort et un point culminant de l'action et du rassemblement de tout le peuple initié par les « Gilets-Jaunes »

C'est pourquoi nous appelons tous les Gilets-Jaunes « de France et de Navarre », tous les syndicats, tous les partis politiques d'oppositions, toutes les associations qui défendent les libertés publiques, à graver la date de ce 1er mai 2019, dans l'Histoire des luttes populaires de la France.


Nous vous appelons toutes et tous à vous joindre dans l'unité à une manifestation géante pour un premier Mai de convergences et de lutte exceptionnel à Paris (et dans les grandes métropoles Françaises pour ceux qui ne pourront pas se rendre à Paris). afin de donner un grand coup de semonce fatal à ce pouvoir autoritaire et honni, et mettre en échec, une bonne fois pour toute, sa politique antisociale et antipopulaire.

INITIATEURS : Patrick Seignon (Cheminot retraité Manthelan). Marie-Nicole Suzanne (Travailleur social retraitée) André Martin (Agriculteur retraité) Alix Thomas (Artisan-commerçant-Toulon) Michel Gateau (Tech-Frigo. Retraité-Saint-Chamas) Jean-Paul Cruse (journaliste et écrivain-Paris) Sylvie Adolphe (Bibliothécaire Loches) Elisabeth Dumont (retraitee-Loches). Rosemby Damien (Salarié Armatis Ic-Perrusson)). Pierrette Clément (retraitee-Loches). Jean-Yves Jamin (retraité cheminot. Beaulieu lès Loches). Hervé Denise (retraité-Saint-Senoch). Marie-Ange Denise (retraitee-Saint-Senoch). Claude Beaune (retraité RATP-Le liège). Le Goff Nicole (retraitee-Loches).Elias Seidowski (.....). Olivier Vigeant (Agriculteur-Betz le Château) Pascal Beigneux (.. Loches) Sabine Defoor (Agent d'entretien poly.Loches) Dugain Véronique (Agent administratif – Truyes) Jean-Pierre Bouchet (Cheminot retraité – Chambourg) Patrice Pépin (Retraité SNCF- Goodwill) Hélène Gault (Toiletteuse. Verneuil) Christèle Lucas (Auxiliaire de vie. Bridoré) Loutre Amélie (Gérante .Tours). Loutre Charles, (Gérant. Tours). Lebre David, (cuisinier Tours) Laëticia Lebre (assistante maternelle. Tours) Dumont Jérémy (Intérimaire. Limeray) Ophélie Herzog (Intérimaire. Limeray) Camain Adeline (Employée commerce. Longué-Jumelles) Chantal Geay (aide-soignante publique. Aubigny sur Mair) ; Claude Desseré (Retraité. St Cyran du Jambot). Maguy Guth (Professeur retraitée. Loches) Costes Jean-Claude (St Quentin sur Indrois) Costes Lylyk Stéphanie (St Quentin sur Indrois) Aubron Mathieu (Ingénieur. Loches) Gérard Voisin (Retraité FPH. Ligueil) Dominique Germanicus (Plombier. Loches) Nicolas Baratault (Charpentier. St Senoch) Arnaud Anilmat (Gérant. St Cyran) Audrey Job (Mécanicienne confection. St Cyran) Dominique Martin guillat (retraité. Azay sur Indre) Yolande Martin guillat (Tisseuse. Azay sur Indre) Lorillou Rachel (Salariée. Ferrière sur Beaulieu) Calin Antony (Responsable) (Ferrière/Beaulieu) Lorillou Lionel (Retraité ...Loches) Lorillou Josiane (Retraitee...Loches) Berruer M.C. Retraité...Ferrière/B) Berruer retraitée Ferrière/B)

Voir toutes les signatures

Voir les commentaires

Pourquoi signez-vous ? (facultatif)

☐  Partager avec vos amis Facebook

Je signe

Partagez la pétition avec vos amis :

 Partager


 Tweeter

 G+ Partager

280 signatures

Saisissez votre email

Pourquoi signez-vous ? (facultatif)

☐  Partager avec vos amis Facebook

Je signe

Partagez la pétition avec vos amis :

 Partager

 Tweeter

 G+ Partager

Projet des Gilets jaunes d'Ancenis et ses Alentours

Les citoyens ont décidé le 17 novembre de revêtir un gilet jaune pour se montrer et pour dire STOP . Un mouvement inédit, spontané, apolitique, non religieux, non identitaire, non violent.

Des citoyens qui se sont unis pour revendiquer un ras le bol général sur leur conditions de vie qui se dégradent, sur les inégalités sociales, sur la perte de confiance envers nos représentants, sur le sentiment de ne plus être considéré en tant que citoyen. L'augmentation du Gasoil n'étant que la goutte d'eau qui a fait déborder un vase plein de revendications ignorées depuis trop longtemps par tous nos représentants successifs et ce depuis près de 40 ans.

Cependant après bientôt 3 mois de mobilisation nous ne sommes toujours pas entendu.

Depuis trop longtemps les citoyens ont délégués leur pouvoir à des élus qui ne les représentent plus, ne les voient plus, ne les entends plus, et certains même les méprisent...

Partout en France les citoyens ont exprimés leurs revendications face à la détresse des citoyens pour leur présent, leur avenir et celui des générations à venir.

Sans changement du système en place, il devient impossible de retrouver une sérénité qu'elle soit sociale, économique, politique, démocratique.

Nous souhaitons redevenir des citoyens respectés et acteur de notre avenir. Nous voulons pour cela retrouver une démocratie directe où chaque citoyen pourra être acteur de son devenir.

Nous souhaitons retrouver un lien, un droit de regard et de décision sur ceux que nous avons élus.

La souveraineté ne pas doit appartenir au peuple que par les écrits mais par les actes aussi !!

C'est pour cela que de la simple revendication sur la hausse de gasoil nous avons décidés nous gilets jaunes de revendiquer désormais notre droit à être reconnu en tant que citoyen du peuple souverain exerçant une démocratie directe. Et ainsi pouvoir faire appliquer les revendications qui nous ont fait sortir sur les rond-points, et à lutter, pour ne plus les quitter depuis.

Actuellement et dans le système actuel, aucun parti politique, aucun syndicat, aucune association, ni aucun statut juridique ne peut s'adapter à ce que les gilets jaunes ont su créer en si peu de temps.

Nous avons décidé qu'il était temps d'écrire notre démocratie et comment l'appliquer.

Une démarche peut-être inédite mais comme le mouvement qui est inédit lui aussi, c'est une démarche qui aura le mérite de montrer notre volonté de retrouver notre souveraineté, de rappeler que c'est nous qui votons et que de la base nous pouvons et devons exercer notre pouvoir sans l'intermédiaire de représentant, surtout quand l'urgence sociale des citoyens est en cause.

Beaucoup de revendications légitimes mais aussi beaucoup d'informations, de groupes facebook , unions, pétitions, sondages.... Ont vu le jour depuis le début du mouvement, les réseaux sociaux qui nous ont au départ rassemblés aujourd'hui nous disperse voir nous divisent. La désinformation des médias, l'appropriation du mouvement par certain parti politique ou gilet jaune, l'acharnement du gouvernement à décrédibiliser le mouvement et nos revendications, ne font que rajouter de la confusion dans la tête des citoyens encore indécis ou non convaincu par la conviction des gilets jaunes de ne rien lâcher.

Dans chaque ville où le mouvement est en place depuis le début, chaque groupe a son identité, et son organisation. Mais chaque groupe souhaite avancer dans le même sens et atteindre le même but.

Plus que jamais nous devons nous unir pour faire entendre nos voix. Et ce en partant de chaque commune, ville, groupe de France.

A terme 1 structure commune pour tous les groupes ou tout citoyen permettrait ainsi le regroupement des revendications, vote, sondage, prise de contact pour être en relation directe entre tous les groupes.

Ce qui permettrait une union, évitant la dispersion des informations, une structure où tout citoyen peut s'y retrouver gilets jaunes ou pas.

Un moyen de permettre aussi bien au grand village comme au petit village de s'exprimer et ce de la même manière, partout où que l'on soit.

Sur Ancenis et ses Alentours nous avons choisi de réfléchir faute d'être entendu pour trouver un moyen de structurer le mouvement pour les gilets jaunes mais aussi et avant tout pour les citoyens.

Les gilets jaunes d'Ancenis et ses Alentours ont donc préparés une proposition de statut que nous avons souhaité nommer **Comité d'Initiative Citoyenne et Démocratique (C.I.C.D)**

L'originalité de ce projet tient dans le fait qu'il n'y a pas de représentant. Seulement des référents volontaires élus pour 3 mois et renouvelable par tiers entrant et sortant chaque mois. (Évitant ainsi tout problème d'égo).

Le but de la création du Comité d'Initiative Citoyenne et Démocratique est de permettre à chaque citoyen de devenir acteur, en retrouvant une démocratie directe et participative et ainsi faire remonter les revendications. .

De pouvoir construire collectivement des solutions aux projets grâce aux compétences et connaissances de chacun.

D'avoir des outils afin que les revendications et paroles soient entendues, par le biais d'une plateforme participative commune en lien avec tous les autres citoyens partout en France.

Permettre de débattre d'un sujet qu'elle qu'il soit et y trouver des solutions dans l'intérêt de tous.

Ne pas faire que la minorité se sente plus perdante que la majorité. Pour cela le lien social, l'information, sont très importants et primordiaux pour que la démocratie directe puisse exister. Le but n'étant pas non plus de remettre en cause les acquis durement gagnés par des luttes parfois.

La mise en place d'une plateforme participative et citoyenne commune et accessible à tous est aussi essentielle afin de regrouper et faire remonter chaque revendication, projet, des citoyens. Et ceci en partant de chaque commune pour ainsi remonter jusqu'au National.

Les statuts sont déposés par un ensemble de citoyens. Le Bureau de direction devient un **Comité d'Accueil et de Pilotage (C.A.P)** servant au bon fonctionnement du comité tel que l'organisation, la communication, l'information du C.I.C.D. Libre à chaque citoyen d'y adhérer et de se retirer quand bon lui semble.

A chaque sujet ouvert par le **C.I.C.D**, des **commissions thématiques** sont créées permettant à chaque citoyen se sentant concernés de prendre part aux groupes de travail en fonction de ses compétences, connaissances afin d'y apporter collectivement des solutions concrètes.

En intégrant le C.I.C.D chaque citoyen peut ,au choix dès qu'il se sentira concerné ou qu'il souhaitera s'investir :

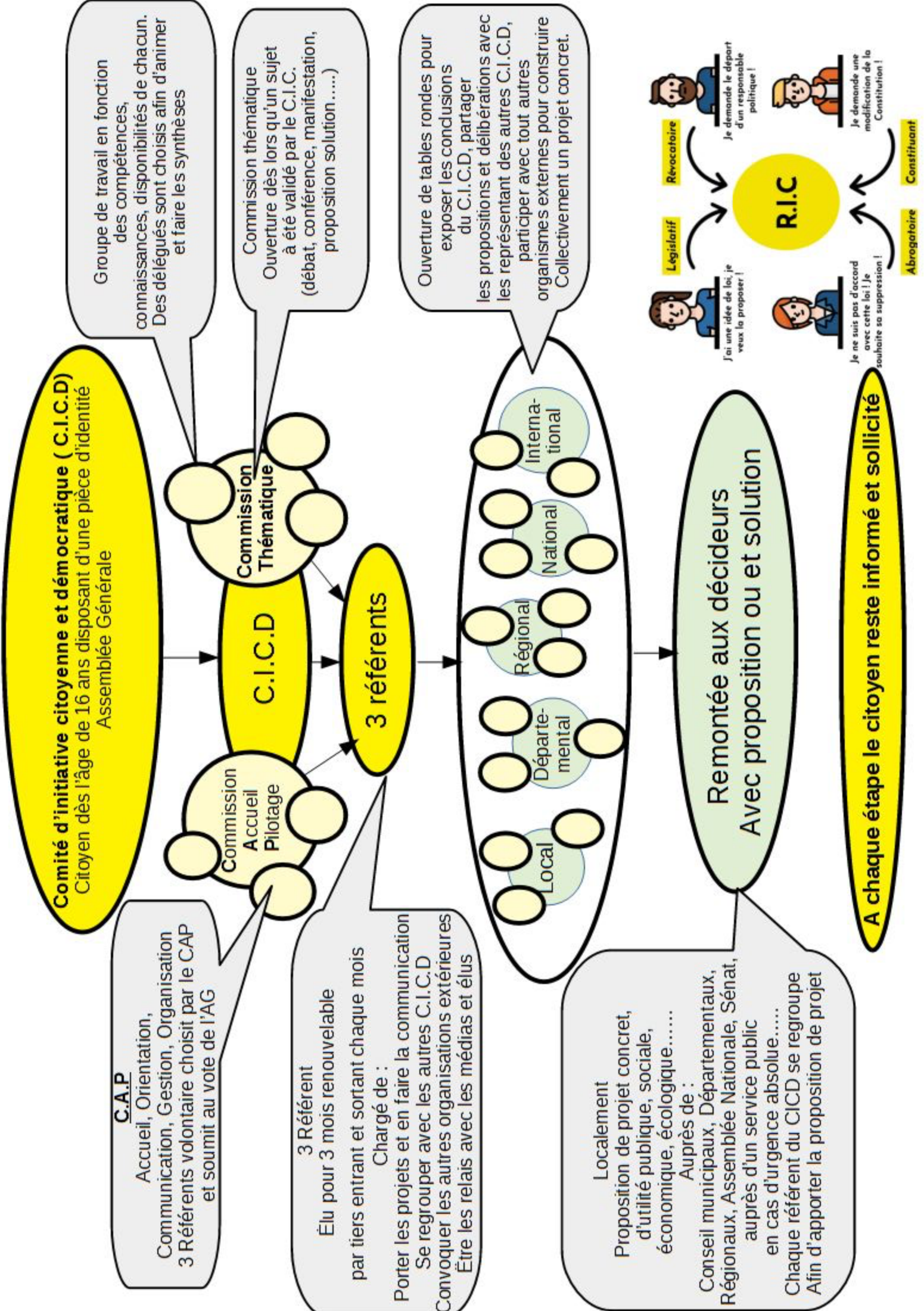
- Participer aux AG et voter les délibérations après avoir été informés par tous les moyens possibles et disponible.
- Intégrer le C.A.P afin de contribuer au fonctionnement, et se porter référent
- Il pourra être dans une commission thématique selon son investissement possible , pour donner ses idées, proposer des projets ou solutions, se porter disponible pour action ou participation aux manifestations
- Être délégué pour animer et faire les synthèses des groupes de travail dans les commissions.

Pour cela vu l'urgence sociale et démocratique actuelle, nous demandons aussi que nos statuts soit reconnus : **d'utilité publique et d'urgence citoyenne** .

Qu'il y soit inscrit par un décret à la loi 1901 concernant la reconnaissance d'utilité publique que :

- Il ne pourra être désigné ni exigé de responsable lors de la Création du C.I.C.D ni durant toute son existence
 - qu'il y soit autorisé une Auto Gestion libre démocratique et participative
 - Intégration d'une délégation dans les institutions publiques donnant accès aux délibérations, proposition de loi, amendement
 - reconnaissance de vote blanc et la mise en place d'un référendum mis en place par la base de la société.

Nous demandons donc l'acceptation de nos dépôts de statut par le décideur concerné



PROJET DE CHARTE COMMUNE DES GILETS JAUNES : DOCUMENT RÉCAPITULATIF

(10 Mars 2019)

I - OBJECTIFS

II - ÉCRITURE COMMUNE

III - HISTORIQUE DÉTAILLÉ DU PROJET

ANNEXE I : PRÉAMBULE À LA CHARTE COMMUNE DES GILETS JAUNES (10 Mars 2019)

ANNEXE II : ÉBAUCHE POUR BASE DE DISCUSSION (6 Mars 2019)

Vous pouvez pour participer :

- sur le groupe Telegram https://t.me/joinchat/KjFJSxVe5W2MnBDzqMQ_tQ
- en notant dès à présent vos commentaires. Nous ferons en sorte que vos assemblées soient informées dès que possible de la suite du projet d'écriture et vous partagent les informations.

I - OBJECTIFS

La nécessité de l'existence d'une charte des Gilets Jaunes provient des besoins suivants :

- **nous définir** autour de valeurs, et écarter une bonne fois pour toutes les procès d'intention qui sont faits au mouvement ;
- **rassembler** la multitude des Gilets Jaunes qui se reconnaissent dans cette charte, qu'ils soient isolés, organisés en groupes ou en assemblées ;
- **diffuser** de façon claire et efficace notre vision, nos revendications et notre positionnement vis à vis des tentatives de récupération politique ;
- **massifier** le mouvement des Gilets Jaunes en nous adressant aux personnes qui ont encore des doutes à notre sujet ou qui trouvent notre message trop confus ;

Le texte proposé par François Boulo (voir Annexe 1) a été conçu comme un outil d'adhésion et de clarification, car les Gilets Jaunes subissent de nombreuses attaques qui noient leurs propos et favorisent la suspicion. Le besoin est immédiat et le texte a été rédigé en ce sens.

Le texte de l'Assemblée des Assemblées n'est pas écrit, car la souhait démocratique de refléter la volonté de la base plutôt que l'emprise de têtes pensantes prend le temps de la consultation. C'est pourquoi les propositions d'une méthode d'écriture et d'une ébauche (voir Annexe 2) servant de base de discussion sont privilégiés.

Les deux démarches sont légitimes et répondent à des contraintes et une temporalité différentes. Pour autant nous avons

II - ÉCRITURE COMMUNE

En gardant à l'esprit l'objectif d'un rassemblement des Gilets Jaunes autour d'une même charte plutôt que de se retrouver avec une division inutile autour de 2 chartes, nous proposons la solution suivante :

- le préambule de charte initié par François Boulo le 28 février 2019 a été soumis à relecture au réseau de l'Assemblée des Assemblées dès le 7 mars 2019 via la messagerie Telegram (voir lien plus bas). Les remarques seront remontées et prises en considération jusqu'au 11 mars 2019 ;
- ce préambule de charte ayant déjà été relu pendant une semaine et étant à ce jour soutenu par 88 000 personnes, il devient de moins en moins facilement modifiable dans l'immédiat et sera présenté officiellement dans quelques jours ;
- toutefois les remarques qui n'auraient pu être incluses seront un matériau précieux lors du travail de rédaction de la charte commune. Ce travail est proposé à l'ordre du jour de la deuxième Assemblée des Assemblées. La réunion d'organisation du 11 mars à Saint-Nazaire statuera sur ce sujet ;
- la charte commune une fois rédigée, elle sera proposée au vote des mandatés. Si elle est validée, elle remplacera officiellement le préambule de charte initié par François Boulo. Ainsi nous n'aurons pas deux chartes en compétition mais la continuité d'un projet commun.

Ce projet nous offre aujourd'hui une chance de nous unir et de coopérer, tout en démontrant que la bienveillance et l'intelligence du mouvement des Gilets Jaunes et à l'oeuvre.

II - HISTORIQUE DÉTAILLÉ DU PROJET

De part la grande diversité des individus qui le composent, le mouvement des Gilets Jaunes est souvent difficile à comprendre pour les personnes qui hésitent encore à y adhérer.

Après avoir fait la preuve sur le terrain comme sur les réseaux que nous pouvions nous rassembler en respectant nos différences, nous pouvons maintenant affirmer nos valeurs et nos revendications.

Une première démarche en ce sens a été effectuée lors de la réunion de l'Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes qui s'est tenue les 26 & 27 janvier 2019 à Commercy.

Au cours de ce rassemblement de Gilets Jaunes de toute la France un texte commun a été rédigé, amendé, et à une très large majorité voté par les personnes présentes. Il a ensuite été proposé tout au long du mois de février à de nombreuses assemblées de Gilets Jaunes, qui ont majoritairement soutenu ce texte.

Lors de l'Assemblée des Assemblées à Commercy, un groupe de travail a fait part de la nécessité de nous doter d'une charte des Gilets Jaunes. Cette remarque a donné naissance à un projet de création commune qui pourrait être présenté lors de la deuxième Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire.

Un groupe de travail s'est constitué en février afin de définir une méthode qui permettrait aux assemblées qui le désirent de participer à l'écriture de la charte autour d'un texte de base, et en s'appuyant sur des données factuelles (remontée des revendications du terrain, liste des points les plus fondamentaux du mouvement).

Le 28 février 2019, alors que la rédaction des premiers éléments de méthode commençait, le Gilet Jaune François Boulo (porte-parole des Gilets Jaunes de Rouen) a lui aussi proposé de manière publique via sa page Facebook un projet d'une Charte Commune des Gilets Jaunes. François Boulo a publié son projet de texte en invitant les Gilets Jaunes à le soutenir et à exprimer leurs remarques pour l'affiner.

Ce double projet de charte pouvait devenir un facteur de division de confusion, ou être une belle opportunité de rassemblement. Le groupe de rédaction a pris contact dès le lendemain, le 1er mars 2019, afin de proposer à François Boulo la rédaction commune d'une charte qui tienne compte de la démarche initiée à Commercy, ce qu'il a accepté en nous encourageant à produire également un petit texte que nous pourrions lui soumettre rapidement.

Le 4 mars 2019, le groupe d'écriture qui devait initialement se réunir pour produire une méthode, s'est plutôt concentré sur l'écriture d'une ébauche de texte qui reflèterait au mieux la démarche d'ouverture et de structuration démocratique initiée par l'Assemblée des Assemblées.

Pendant toute cette période, et alors que le texte de François Boulo recueille à ce jour plus de 88 000 soutiens, de nombreuses initiatives personnelles d'écriture de charte des Gilets Jaunes ont fleuri un peu partout, preuves de la créativité et de la volonté que les Gilets Jaunes ont de définir eux-mêmes les règles qui les régissent.

Le 6 mars 2019, une longue et fructueuse session de travail a eu lieu entre François Boulo et Christophe, un Gilet Jaune du groupe d'écriture, afin de confronter objectivement les deux textes, d'affiner certaines notions et de définir un moyen simple et efficace de tous nous réunir.

Le 7 mars 2019, le présent document a été rédigé et mis à la disposition des Gilets Jaunes en lien avec l'Assemblée des Assemblées via le groupe Telegram Commercy Saint-Nazaire et un groupe spécial a été créé par un administrateur à cette adresse :

Le 8 mars 2019 François Boulo a proposé que la charte présentée ci-dessus soit renommée "**Préambule à la Charte Commune des Gilets Jaunes**" afin de bien clarifier le fait qu'il n'y aura pas deux chartes communes, mais une seule, et que le préambule est un outil pour le moment présent laissera sa place à une charte rédigée démocratiquement par la base et votée.

Le 9 mars lors d'un échange téléphonique avec une personne de l'équipe de Saint-Nazaire il a été convenu que tous ces éléments seraient abordés lors de leur réunion de travail du 11 mars dans la partie consacrée à l'organisation de l'Assemblée des Assemblées. De nouvelles informations seront transmises suite à cette réunion.

Il est important de noter pour éviter toute confusion que le vendredi 8 mars 2019 le document de préparation de cette deuxième Assemblée des Assemblées intitulé " NOS CHANTIERS " a été transmis aux Assemblées inscrites.

C'est un questionnaire dont le thème du premier point est " 1 / Définition & fonctionnement de l'Assemblée des Assemblées" et qui stipule *"Nous souhaiterions terminer la 2e Assemblée des assemblées avec une charte précisant sa définition et son fonctionnement. Elle nous servira pour organiser au mieux les prochaines éditions"*.

Il s'agit d'une charte proposée à l'Assemblée des Assemblées qui est nécessaire pour son bon fonctionnement et sa structure, et pas d'une charte commune des gilets jaunes qui a pour vocation d'être plus concise et partagée par tous les gilets jaunes qui s'y reconnaissent quels que soient leurs groupes ou modes d'organisation (tant qu'ils restent ouverts et non discriminants, ce qui sera très clairement stipulé).

Le présent document a été rédigé le dimanche 10 mars pour partage avec Stéphanie de Saint-Nazaire, François Boulo, et le groupe Telegram https://t.me/joinchat/KjFJSxVe5W2MnBDzqMQ_tQ accessible depuis le groupe Telegram de débats en lien avec l'Assemblée des Assemblées.

La réflexion autour de la méthode d'écriture se fera à la suite de la réunion du 11 Mars 2019 à Saint-Nazaire afin d'envisager ensemble le meilleur moyen de travailler.

ANNEXE I : PRÉAMBULE À LA CHARTE COMMUNE DES GILETS JAUNES

(V4 - 10 Mars 2019)

Face au traitement médiatique qui ne cesse de tenter de discréditer un mouvement populaire soutenu dans sa légitimité par une très large majorité de français, Nous, Gilets Jaunes de France, entendons proclamer nos valeurs et rappeler ce qui nous unit :

- nous déplorons le dévoiement de nos institutions par des gouvernants qui ont abandonné la poursuite de l'intérêt général au profit de quelques intérêts particuliers privilégiés, pervertissant en toute impunité nos biens communs les plus précieux que sont la République et la Démocratie ;
- nous proclamons le caractère fondamental de nos libertés publiques, en particulier la liberté de manifester, et dénonçons la dérive autoritaire d'un gouvernement qui, faute d'adhésion majoritaire à son idéologie politique, s'applique à étouffer la contestation populaire par la répression policière et judiciaire.
- nous affirmons que l'économie doit se soumettre à la décision du politique, libérée des lobbys et avec la participation des citoyens, pour instaurer une répartition des richesses équitable, opérer l'urgente et impérieuse transition écologique, et redonner du sens aux valeurs humaines essentielles : la dignité, le respect, le partage et la fraternité ;
- nous souhaitons vivre dans un monde plus juste avec tous les êtres humains, quelles que soient leurs histoires personnelles, leurs origines, leurs croyances et leurs différences. Toute forme de discrimination est contraire à l'essence même du mouvement des Gilets Jaunes ;

NOS REVENDICATIONS

- Sur le plan institutionnel : nous souhaitons introduire la possibilité d'intervention directe du peuple dans la démocratie via le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) en toutes matières.
- Sur le fond : la politique doit servir les intérêts des 99% de la population et non plus seulement des 1% les plus riches (*liste non exhaustive : baisse de la fiscalité pour la classe moyenne et les PME, augmentation des salaires, ré-indexation des retraites et des allocations familiales sur l'inflation, revalorisation du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé, dégel du point d'indice des fonctionnaires, suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, défense de nos services publics essentiels, arrêt des privatisations du patrimoine public, etc.*).

NOS MOYENS D'ACTION

- nous entendons mener un rapport de force politique pacifique afin qu'aboutissent nos revendications ;
- nous affirmons notre volonté de continuer à nous structurer de manière démocratique afin de poursuivre le processus constituant initié au sein du mouvement permettant à terme de rénover nos institutions ;
- nous refusons catégoriquement de nous présenter aux élections européennes, que ce soit au sein d'une liste « Gilets Jaunes » ou au sein d'un parti ou mouvement politique existant. Nous affirmons notre refus de toute récupération politique et de tout appel au vote pour ou contre un parti, un mouvement, un syndicat ou toute autre structure.

Nous affirmons solennellement que toute personne adoptant des positions contradictoires ou tenant des propos contraires aux principes énoncés ci-dessus est dénuée de toute légitimité pour s'exprimer au nom du mouvement des Gilets Jaunes.

ANNEXE II : ÉBAUCHE DE TEXTE

(6 Mars 2019)

Ébauche réalisée comme base de dialogue, indépendamment du texte de François Boulo, et présenté à titre d'exemple. Au cours d'une session de travail en commun, François Boulo a intégré quelques éléments de ce texte dans le "Préambule". Ce texte s'appuie sur différentes chartes Gilets Jaunes existantes, sur le texte de l'appel de Commercy du 26&27 Janvier et sur des données recueillies quand aux principales revendications. Le contenu s'articule en 2 parties :

1 / une première partie synthétise la nature, l'historique, les valeurs, les propositions et la vocation des Gilets Jaunes. Le texte est volontairement ouvert au plus grand nombre, et il peut être lu et compris hors de nos frontières et s'appliquer aux situations dans d'autres pays. Le risque en ne parlant pas explicitement de la France est d'être trop universaliste et déconnecté du terrain. C'est un sujet à débattre en groupe de travail.

2 / une deuxième partie invite les Gilets Jaunes à se rassembler et agir selon un modèle démocratique horizontal. Elle rappelle également notre indépendance vis à vis des partis politiques, point très important dans un contexte électoral car de nombreuses tentatives d'infiltration ou de récupération ont été constatées.

Les Gilets Jaunes sont l'expression massive, bienveillante et déterminée des peuples face aux injustices des systèmes qui les dominent par l'argent, la répression et la corruption.

Les Gilets Jaunes sont présents dans de nombreux pays et ils sont fiers et forts de leur diversité. Leur seul objectif est celui d'un monde plus juste avec tous les êtres humains, quelles que soient leurs histoires personnelles, leurs origines, leurs croyances et leurs différences. Toute forme de discrimination est contraire à l'essence même du mouvement des Gilets Jaunes

Les Gilets Jaunes n'appartiennent à aucun chef, aucun élu, aucun parti politique, aucun syndicat, aucune idéologie et aucune religion.

Les Gilets Jaunes se sont réunis spontanément et par eux-mêmes pour faire face à l'urgence de la situation. En sortant de leur isolement, ils ont retrouvé leur dignité par le dialogue et la solidarité.

Les Gilets Jaunes se reconnaissent dans les processus de décision démocratiques horizontaux et transparents. Ils dénoncent la corruption des systèmes politiques et l'influence des lobbys, des industries et des intérêts privés qui imposent leurs lois en dépit de la volonté du peuple.

Les Gilets Jaunes proposent d'inventer ensemble un nouveau modèle de société fondé sur le bien-être humain et le respect. Une minorité ne doit plus s'enrichir sur le dos d'une majorité en créant de la pauvreté et en détruisant notre santé et notre planète.

Les Gilets Jaunes exigent que quels que soient nos revenus et notre situation nous puissions tous accéder à une alimentation saine, à une eau non polluée, à un logement décent, aux soins, aux transports, à l'électricité, au chauffage, à la sécurité et à l'éducation.

Les Gilets Jaunes souhaitent que les citoyens s'approprient leurs institutions. Les représentants doivent être le reflet de la société et être sanctionnés en cas de non- respect de l'intérêt général.

Les Gilets Jaunes sont un signal d'alerte et un outil pour se rassembler et agir pour le bien commun. L'humanité partage un monde unique aux ressources limitées et à l'équilibre fragile. Les crises présentes et futures ne peuvent plus être ignorées.

Les Gilets Jaunes seront là tant que les urgences sociales, démocratiques et écologiques ne seront pas concrètement et correctement traitées.

Organisation des groupes et des assemblées

Nous encourageons toute personne se reconnaissant dans cette charte à agir de façon autonome, avec ou sans gilet, ou à rejoindre des gilets jaunes existants. Les prises de décision doivent se faire en assemblée de manière transparente et horizontale, sans chef, et en privilégiant le dialogue.

Chaque personne signataire de cette charte est la bienvenue et doit être traitée avec respect, quelles que soient ses convictions politiques, ses croyances, ses origines, son orientation sexuelle et son histoire personnelle. L'ouverture et la bienveillance sont nos valeurs fondamentales.

La parole en assemblée doit être équitablement répartie en encourageant l'expression des personnes qui s'autocensurent souvent inconsciemment.

Chaque assemblée engagée par cette charte est autonome et souveraine. Des commissions et des groupes de travail peuvent être créés s'ils sont ouverts, transparents et démocratiques et s'ils respectent les mandats qui leur ont été confiés.

Nous appliquons à nous-mêmes les règles que nous souhaitons voir appliquées à notre société. Les porte-paroles sont révocables si la majorité de l'assemblée en décide ainsi ou si la charte n'est pas respectée.

Nous affirmons notre refus catégorique de toute récupération politique et de tout appel au vote pour ou contre un parti, un mouvement, un syndicat ou toute autre structure étrangère aux assemblées des Gilets Jaunes. Chaque personne est libre et responsable de son vote ou de son abstention et doit être respectée.

Toute personne adoptant des positions contradictoires ou tenant des propos contraires aux principes énoncés ci-dessus est dénuée de légitimité pour s'exprimer au nom des Gilets Jaunes.

Une liste de revendications plus précises et propres au contexte français serait jointe à la charte.

Cette liste est à créer en partant des revendications de la base qui ne seraient pas trop précisément chiffrées afin de ne pas entrer dans d'interminables "querelles d'experts". Exemple : "augmentation conséquente des salaires" plutôt que "Smic à 1800€".

Ces revendications ne sont ni un programme de parti politique, ni un tract, ni l'occasion de promouvoir une idéologie. Elles sont destinées à être comprises très concrètement et rapidement et de manière très simple par le plus grand nombre de personnes possible.

Pour les rendre plus lisibles, les revendications pourraient être regroupées par exemple en 3 catégories : urgence fiscale et sociale ; urgence démocratique ; urgence écologique.

Evitons les termes trop associés aux partis politiques et aux syndicats. Il y a souvent des façons plus simples de faire passer des idées.

Même si notre système a généré de nombreux problèmes, essayons de synthétiser plutôt que de rédiger une trop longue liste de ce tout qui ne va pas. La liste de revendications présente plus haut (entre parenthèses dans le texte de Préambule) pourrait être un point de départ.

APPEL À L'ACTION POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DANS TOUTE L'EUROPE

Du jeudi 23 au dimanche 26 mai auront lieu dans tous les pays d'Europe les élections pour la parlement européen. Le dimanche 26 mai, elles auront lieu en France. La Maison du Peuple propose à l'Assemblée des Assemblées de porter pour cette échéance une action, qui tranchera avec les tentatives de récupérations politiques en tout genre.

Nous avons eu une discussion en AG quant aux modalités précises de cette action, sans trancher définitivement sur la question. Les modalités différentes que nous avons imaginées sont : organiser des points d'information devant les bureaux de vote pour informer les citoyens sur l'hypocrisie de ces élections, organiser des rassemblements, des assemblées citoyennes, des carnivals/des représentations théâtrales pour dénoncer/se moquer du caractère hypocrite de ces élections, ou encore plus simplement bloquer les bureaux de vote (avec un ciblage particulier sur les quartiers riches ?). Ce pourrait être encore un appel aux groupes de gilets jaunes à organiser l'une de ces actions selon leurs choix/envies/moyens humains.

Nous souhaitons mettre en discussion cette initiative et ces différentes propositions à l'Assemblée des assemblées, c'est pourquoi nous transmettons ce texte à toutes les délégations. Nous exposons ici les raisons et les différents objectifs auxquels nous semble répondre le mot d'ordre de dénonciation/blocage des élections européennes. Si ce mot d'ordre est adopté, nous proposons d'en faire un appel spécifique via une vidéo collective lors de la 2nde Ada.

L'union européenne : Une institution profondément anti-démocratique

La première raison est qu'il n'y a peut-être pas d'institutions plus anti-démocratique que l'Union Européenne. La seule entité à même de proposer des lois au niveau européen n'est pas le Parlement. C'est la Commission Européenne, dont les membres sont nommés directement par les président de chaque pays européen, et non élus !

Élection n'est pas synonyme de démocratie, maintenant nous le savons. Mais, alors que les lois européennes s'imposent par dessus les cadres nationaux, nous ne pouvons même pas directement choisir la personne qui proposera des lois au niveau européen ! Si nous avons pu, qui donc aurait voté pour Jean-Claude Junker !!! (actuel président de la Commission Européenne)

Les parlementaires européens peuvent uniquement proposer des amendements pour modifier à la marge les lois dictées par la Commission Européenne non-élue. Et si on regarde plus en détails, pas moins d'un tiers des amendements proposés par les députés sont directement dictés par les multinationales !!!

On estime que les multi-nationales dépensent 1,5 milliards d'euros par an pour le seul lobbying européen à Bruxelles. Elles n'emploient pas moins de 25 000 lobbyistes dans la seule capitale européenne, ce qui représente un lobbyiste par fonctionnaire européen ! Dans ces conditions, l'élection du parlement européen est la plus grande foutaise « démocratique » qui soit : quelque soit le résultat du vote, ce sont les multinationales qui conserveront les commandes ! (*I*)

A cela s'ajoute en France un président qui depuis maintenant 2 mois fait une campagne acharnée sous prétexte de « grand débat », avec ses invités triés sur le volet, et retransmis des heures durant sur les chaînes de grande écoute. Mais quel est ce débat dans lequel les opposants n'ont pas la

parole ? Accepter que ces élections se déroulent en notre nom, c'est cautionner un système profondément totalitaire. Changer le personnel politique à la tête d'institutions corrompues jusqu'à l'os ne résoudra aucun de nos problèmes ! C'est une refonte complète du système, en particulier à l'échelon européen, qu'il faut projeter et opérer.

Dénoncer les élections européennes : Un acte de reconquête démocratique

Nous tentons de bloquer depuis plusieurs mois une machine économique qui échappe à tout contrôle de la population et conduit toujours plus de femmes et d'hommes à vivre dans la précarité. Son corollaire c'est la machine politique qui permet à une élite de renouveler sa soi-disant légitimité à décider de tout, envers et contre les peuples.

Cette institution viole allègrement les choix des peuples, comme cela s'est fait pour le référendum du TCE (Traité Constitutionnel Européen) en France en 2005, rejeté et réintroduit par Nicolas Sarkozy quelques années plus tard. Dénoncer/Bloquer son fonctionnement lors des élections constitue un acte reconquête de notre souveraineté populaire, de réaffirmation d'un pouvoir de décision qu'on nous a ôté ou que nous n'avons jamais eu.

Nous refusons que se tienne en notre nom cette mascarade électorale. Nos demandes sont les suivantes : nous voulons pouvoir contrôler le mandat des élus et de la Commission Européenne, pouvoir les révoquer (en cas de conflit d'intérêt par exemple), plafonner les indemnités des élus et des fonctionnaires européens, et même pouvoir déterminer directement le contenu des lois.

Sans cela, nous refusons de participer à cette farce, et nous refusons désormais qu'elle se fasse en notre nom. Une majorité de français refuse d'ailleurs déjà d'y participer.

Les pauvres s'abstiennent, les bourgeois choisissent !

Les taux d'abstention aux élections européennes sont incroyablement élevés et en constante augmentation. En France, en 2014 moins de la moitié des citoyens (42%) y ont participé, et c'est le même taux d'abstention pour l'Europe entière. (2)

Mais qui donc continue de voter aux élections européennes ?! Les études sur le sujet concordent. Ce sont très majoritairement les milieux les plus aisés, les plus qualifiés, c'est à dire ceux qui sont les plus intéressés au maintien de ce système inégalitaire !

D'après une étude d'Ipsos, 70 % des personnes issues de foyer gagnant moins de 20 000 € par an s'abstiennent, et les trois quart (73%) des moins de 35 ans s'abstiennent ! La base électorale des élus au parlement européens est extrêmement faible : ce sont les élus des plus fortunés !

Et c'est au nom de tous les français qu'ils éliront ceux qui voteront des lois de régression sociale pour les plus précaires. Qu'ils soumettront et affameront des peuples entiers par l'intermédiaire de la dette, du crédit et au nom libre concurrence de tous contre tous.

Le rejet de ces élections est déjà massif. Reste à transformer ce rejet passif en une opposition active et déterminée...

Un appel unitaire à tous les peuples d'Europe

Dès que l'institution européenne est remise en cause, les gouvernements s'empressent d'agiter le spectre d'une guerre généralisée en Europe, comme Macron en France agite la menace d'un chaos généralisé face à notre mouvement.

Mais ce sont eux qui opposent perpétuellement les peuples entre eux, et d'abord en instaurant la concurrence économique de tous contre tous ! L'oligarchie financière et industrielle sévit ici comme là-bas ! Partout en Europe et ailleurs, les peuples font face à des pouvoirs politiques qui propose comme seul horizon celui d'une régression sans fin de leurs droits et conditions de vie.

Nous appelons tous les peuples d'Europe à se saisir de cet appel et à le traduire dans leur propre langue, et à le relayer en vidéo par exemple. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetteront les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs.

Du 23 au 26 mai, faisons des élections européennes un grand moment de mobilisation des peuples du continent, pour la reconquête de leur souveraineté et de leurs droits à vivre dignement. Et enrayons la machine politique européenne infernale ! Nous donnons rendez-vous aux peuples réfractaires du 23 au 26 mai, et en France le dimanche 23 mai à 9h devant les principaux bureaux de vote.

1 : <https://corporateeurope.org/sites/default/files/captured-states-exec-summary-fr.pdf>

2 : <https://www.ipsos.com/fr-fr/europeennes-2014-comprendre-le-vote-des-francais>

Consultation nationale citoyenne

Lancée à l'initiative du collectif "Carcassonne en colère" depuis le 10 janvier 2019, cette enquête citoyenne est aujourd'hui en cours de réalisation par des collectifs issus de 30 départements.

Lancée avant le grand débat, son but est de donner la parole aux français sur des sujets de préoccupation majeurs, en préfigurant ce que pourrait être un Référendum d'Initiative Citoyenne.

En effet, dès le 17 novembre, nous avons échangé avec plusieurs dizaines de milliers de citoyens lors de manifestations, barrages filtrants, occupations de ronds-points. Il en est ressorti qu'il était indispensable de donner la parole à toutes celles et ceux qui font société en engageant **une nouvelle action** dans une démarche constructive, réaliste, non idéologique et non violente ce qui constitue notre démarche depuis le début du mouvement.

A cette fin, dans les premiers jours du mois de décembre, nous avons constitué un groupe de réflexion et de travail qui a planché durant plusieurs semaines sur différents sujets de préoccupation des français. Ce travail a été ensuite enrichi par des échanges menés avec plusieurs centaines de citoyens. La synthèse de ces travaux a été regroupée dans un questionnaire comprenant **5 thèmes et 67 propositions** parmi les plus revendiquées. Chaque thème possède une case « autre » afin que toute personne enquêtée puisse évoquer un sujet qui ne figure pas dans le document initial. Trois cases par thème peuvent être cochées y compris une case « autre », de sorte à obtenir 15 propositions maximum par questionnaire afin de faire ressortir les points à traiter en urgence. Les documents sont saisis et archivés au fur et à mesure des retours par chaque collectif et centralisés au niveau départemental. De notre côté nous avons choisi de restituer, à terme, lors de réunions publiques, le résultat du sondage auprès de la population en débattant sur les 15 propositions choisies majoritairement par les citoyens.

Chaque Collectif décide bien évidemment en totale autonomie de ce qu'il souhaite faire des résultats, toutefois, le but ultime pourrait être de confronter nos chiffres et de les faire connaître publiquement en allant à Paris ou pas (les possibilités ne manquent pas !) ainsi que de peser sur le débat national dont le concept porte à rire avec plus de 150 000 revendications comptabilisées sur le site gouvernemental au 02/02/2019. Il va falloir embaucher très vite des centaines de personnes pour les trier et les hiérarchiser !

Nous appelons tous les collectifs qui ont la même vision sociétale allant vers plus d'équité, de transparence, de démocratie directe, à reprendre à leur compte cette démarche citoyenne.

Si la quasi-totalité des départements français s'engageait dans cette voie, il serait alors impossible au gouvernement d'ignorer la voix du peuple.

Nous vous proposons de vous transmettre tous les documents qui permettent de réaliser l'enquête mais comme nous sommes, contrairement à nos prétendues élites, dans l'apport mutuel d'expériences, n'hésitez pas à apporter votre pierre à l'édifice.

Force et courage !

Consultation Nationale

Citoyenne

Bien lire ceci avant de faire remplir les enquêtes :

- *Avant de partir en galerie marchande ou dans toute surface commerciale, assurez-vous en priorité que l'autorisation a été obtenue par un référent*
- *Se présenter impérativement en arrivant au (ou à la) Responsable du magasin ou de la galerie*
- *Attitude : toujours rester souriant(e) et ne faire aucune remarque désobligeante à quiconque. Remercier la Direction du site lorsque vous partez*
- *Concernant la méthodologie pour remplir le questionnaire : rappeler systématiquement que l'on ne peut cocher que 3 cases maximum par thème ou bien 2 cases + 1 « autre »*

Vérifier impérativement avant de quitter la personne interrogée que le document comporte le nom, le prénom, la date, la signature, le tél ou l'e-mail, sinon le questionnaire sera considéré comme nul et :

NE POURRA ETRE PRIS EN COMPTE

1. Comment et où faire les enquêtes ?



- Procéder par binôme. **L'idéal = 1 femme + 1 homme ou 2 femmes. Le pire : deux hommes bourrus de 120 kgs chacun !**
- **Tenue correcte impérative**, les gilets qui n'ont pas été lavés depuis le 17/11 sont à bannir.
- **L'approche = simple et polie** « Bonjour Madame, (Monsieur), pourriez-vous m'accorder quelques minutes SVP pour répondre à un questionnaire ? Nous souhaitons demander aux français ce qu'ils désirent vraiment pour leur avenir. Cette enquête est réalisée à l'initiative de Gilets Jaunes dans une vingtaine de départements et nous espérons l'étendre à tout le territoire pour peser dans le débat national ». **Si vous sentez des réticences, ne vous épuisez pas à convaincre : faites confiance à votre instinct !** Si l'on vous oppose la violence plus ou moins liée aux GJ que l'on a pu constater ici ou là à la TV, à la radio ou dans la presse écrite, **vous pouvez argumenter assez facilement que des casseurs ne vont pas demander aux citoyens de formuler des propositions.**
- **Pour être valide, le questionnaire doit au moins mentionner le nom, le prénom**, idéalement l'e-mail ou le tél, les autres informations sont facultatives. Il faut essayer de ressentir jusqu'où l'on peut aller sans importuner. **N'oubliez pas de dater et de faire signer le document**, la signature permet d'acter le consentement. **Remercier systématiquement les personnes enquêtées lorsque vous les quittez.**
- Expliquez clairement qu'il faut **retenir au maximum 3 choix préétablis par thèmes ou 2 choix + 1 sujet « autre »** si la personne enquêtée souhaite mentionner une préoccupation qui n'est pas indiquée dans le document. **Soyez attentifs au principe des 3 choix par thème sinon le questionnaire ne pourra être comptabilisé.**
- Attitude : **rester souriant(e), ne jamais faire aucune remarque désobligeante à quiconque**, seule l'efficacité doit compter, laissez s'exprimer la frustration ou la colère de vos interlocuteurs sans que cela vous affecte, **ce n'est pas votre faute si les gouvernements successifs et l'Union Européenne nous ont amenés dans la situation d'aujourd'hui.**
- Les lieux : **galeries marchandes des grandes ou moyennes surfaces ou leurs parkings**. Dans tous les cas, **un référent, un représentant (appelons-le comme on voudra !), doit se présenter à la Direction de la galerie marchande ou du supermarché pour obtenir l'autorisation de réaliser une enquête**. Ce membre du Collectif doit impérativement laisser ses coordonnées. **Généralement il faut attendre 24 ou 48h pour avoir l'accord**, la décision ne se prend pas toujours en local. De la même manière, **prévenez toujours votre interlocuteur si vous êtes sollicités par un média pour faire ou tourner un reportage chez lui, une galerie marchande n'est pas un lieu public**, dans cette hypothèse **ne cédez pas à la « pression » et attendez d'avoir des binômes efficaces avant d'être filmés, sans quoi cela risque d'être contreproductif.**
- **Tous les Maires ne sont pas en extase devant le « débat national »**, nous avons des exemples où des permanences ont été accordées aux Gilets Jaunes. **Vous pouvez donc aller voir les Maires de petites communes, en expliquant notre démarche**. Si cela vous intéresse nous avons un flyer pour informer les citoyens de cette initiative. Vous pourrez adapter ce document aux horaires et jours négociés. Les débats que l'on a pu voir avec Mesdames et Messieurs les Maires sont en fait des monologues du Président avec des questions dont il a eu connaissance auparavant et qui sont traités par son Cabinet, la mémoire, le calcul politique et l'aisance verbale font le reste. Toutefois, en écoutant bien les interventions, on remarque que les problématiques des Elus locaux sont énormes et elles constituent l'essentiel des revendications abordées dans ces débats. Elles concernent plutôt la relation Etat/Communes que des propositions citoyennes. Notre enquête n'est donc pas inutile pour savoir ce que souhaite véritablement les français.
- **Les clubs sportifs et les associations sont autant de « niches » pour récolter des questionnaires** d'une manière efficace et sympathique, **les repas familiaux aussi.**
- **Les commerces, les cafés, notamment dans les petits villages sont des lieux propices** pour ce type d'enquêtes car ces citoyens ne sont jamais sollicités.

2. Le comptage



- Il est plus que préférable de procéder aussi par binôme. Conditions souhaitables : **le calme et 2 personnes qui vont au même rythme.**
- Le premier GJ doit contrôler visuellement la présence impérative du nom, du prénom, de la signature et le fait qu'il n'y ait pas plus de trois cases cochées par thème y compris la case « autre ». 15 cases maximum, aucun minimum. Si le questionnaire ne répond pas à ces critères, conservez le mais ne le comptabilisez pas.

Quels sujets souhaitez-vous inscrire à la :
Consultation Nationale Citoyenne
sujet n° 1/2020

Les données recueillies sont destinées à la consultation nationale. Elles ne sont pas destinées à être diffusées publiquement. Elles sont destinées à être utilisées pour la consultation nationale.

Thème	Proposition	Autre
Projet de loi / Décret	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
Projet de loi / Décret	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	

Quels sujets souhaitez-vous inscrire à la :
Consultation Nationale Citoyenne
sujet n° 2/2020

Les données recueillies sont destinées à la consultation nationale. Elles ne sont pas destinées à être diffusées publiquement. Elles sont destinées à être utilisées pour la consultation nationale.

Thème	Proposition	Autre
Projet de loi / Décret	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
Projet de loi / Décret	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	

Quels sujets souhaitez-vous inscrire à la :
Consultation Nationale Citoyenne
sujet n° 3/2020

Les données recueillies sont destinées à la consultation nationale. Elles ne sont pas destinées à être diffusées publiquement. Elles sont destinées à être utilisées pour la consultation nationale.

Thème	Proposition	Autre
Projet de loi / Décret	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
Projet de loi / Décret	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	
	Projet de loi relatif à la protection de l'environnement	

- Ensuite il n'y a aucune recette miracle, c'est **chacun sa technique** et **très vite les automatismes se créent. Certains binômes fonctionnent en indiquant n° par n°, d'autres par paires (1/12 ... 19/24 ...), d'autres encore par trios (2/7/15... 19/21/27...).** Dans les départements qui ont commencé le comptage, le GJ qui contrôle les questionnaires a toujours un repère visuel (feuille, règle, ...) qu'il fait défiler sur les propositions, le second coche sous la « dictée » par un trait ou une croix (à l'usage on s'aperçoit que la croix est plus fiable). **Lorsque qu'un sujet arrive à 35, on termine de comptabiliser le questionnaire, nous conseillons de mettre une grande croix pour indiquer qu'il est traité, c'est basique mais infaillible.**
- Il ne restera plus alors qu'à compter les documents et l'indiquer sur la feuille de comptage. Une vérification par chaque personne du binôme est préférable à un double comptage du même GJ. Si l'on est OK, **indiquer au stabilo le nombre de questionnaires** (pas de marqueurs permanents, on évite ainsi de masquer des pointages, ce qui peut se révéler utile s'il faut revenir dessus), un élastique et puis on saisit de suite ou on archive provisoirement pour faire toutes saisies à la fin, chaque Collectif s'organise à sa façon. Le plus dur est fait ! Lors de la saisie, une deuxième croix sur la grille de comptage ne sera pas inutile ni le fait d'archiver dans l'ordre pour mieux retrouver « ses petits » en cas de pb. Concernant le stockage, choisissez un endroit sûr, au sec, par exemple dans des boîtes à archives (500 questionnaires/boîte) ou bien dans les cartons qui renferment 5 ramettes, on peut y ranger verticalement environ 2200/2300 feuilles.
- Concernant les sujets « autre » des 5 thèmes, nous avons un document très simple sur lequel nous reportons manuellement les propositions si elles sont « lisibles » et « compréhensibles ». Dans la mesure où un sujet est réitéré, nous l'indiquons par des bâtonnets (et oui comme à l'école ! ça fait remonter des souvenirs ...). Il faut les répertorier car on y trouve parfois des mesures très pertinentes, certainement mentionnées par des personnes enquêtées qui maîtrisent parfaitement un sujet très précis. Dans la mesure où nous souhaitons mettre en avant les 15 propositions majoritaires, **nous verrons plus tard comment exploiter ces suggestions et les faire remonter aux Elus concernés (Communes, Départements, Régions) ou à Paris.**

> **Présentation par les Gilets Jaunes secteur d'Erstein & environs (Bas-Rhin, 67) de leur « Consultation citoyenne Macron ».** En parallèle du grand débat, ils ont distribué 11.000 questionnaires sur une vingtaine de communes afin de rassembler les doléances des citoyen.ne.s.

La synthèse est disponible ici :

<https://framadrop.org/r/mfj4gmPlCg#1CCjuTH6K6sJNtSjIqVHj8PiEDLZFb8YsYH38TSe+w8=>